

## La non-intervention de l'URSS en Espagne

CLT, Numéro 28, décembre 1986.

Il arrive que des épisodes politiques relativement brefs, mais importants, soient complètement occultés par les événements qui les ont suivis. Ainsi la guerre d'Espagne pendant de nombreuses années par la deuxième guerre mondiale à laquelle elle était attachée en tant que préface ou répétition générale, sans aucun titre à l'existence propre. Ce genre d'occultation est facilité par la chronologie, mais il ne s'explique en dernière analyse que par des intérêts politiques et pas mal de complicités. Tel est sans doute le cas de la période où la politique de l'U.R.S.S. dans la guerre civile espagnole fut celle de la non-intervention, non seulement de fait, mais ensuite de droit et qui s'étend du mois de juillet au mois de septembre 1936, dans la période décisive où les troupes de Franco ont réussi dans une large mesure à rétablir une situation bien compromise par leurs défaites dans les combats de rue devant des milices ouvrières qui ne sont ni formées ni équipées pour les combats en rase campagne. Les auteurs les plus sérieux qui ont étudié la politique de l'U.R.S.S. vis-à-vis de l'Espagne ne consacrent que quelques pages, quand ce ne sont pas seulement quelques lignes, à cette première période et accèdent ainsi la version la plus favorable à l'Union soviétique en tant qu'unique puissance à avoir abandonné la « farce » de la non intervention dès qu'elle se fût avérée une duperie et effectivement aidé l'Espagne républicaine. Reste à expliquer pourquoi le gouvernement de l'U.R.S.S. s'est lui, joint à la « farce » pour mieux la démasquer et à jouer le jeu jusqu'à priver d'armes de sa part les Espagnols pendant deux mois décisifs. C'est ce que les divers P.C. ont la charge d'expliquer.<sup>1</sup>

### La version « officielle »

Dans le livre *Guerra y Revolucion en Espana* I qui porte l'estampille officielle du P.C.E., il faut attendre le milieu du deuxième volume sur trois et le deuxième chapitre sur la Non-intervention, son caractère de « farce » et de « félonie » pour découvrir enfin que l'U.R.S. S. adhéra à la Non-Intervention. On découvre du coup la version idyllique de cette adhésion.

L'ouvrage officiel du P.C.E., sous le titre « *L'U.R.S.S. devant la Non-Intervention* »<sup>2</sup>, commence par affirmer que, dès les premiers moments, l'Union soviétique se prononça contre le principe même de la proposition faite en ce sens par le gouvernement français, le droit international interdisant, selon lui, de limiter le droit au gouvernement légal de l'Espagne d'acheter des armes là où il le souhaitait et de placer sur le même plan un gouvernement légitimement et constitutionnellement élu et une bande de rebelles soulevés contre le régime constitutionnel.

Il explique cependant que l'U.R.S.S. a dû Chercher le moyen de « mener une lutte effective contre les tentatives impérialistes d'étrangler le peuple espagnol »<sup>3</sup>, ce qui impliquait qu'elle tienne compte des circonstances concrètes. Ces circonstances étaient le fait que la proposition émanait du gouvernement

---

<sup>1</sup> *Guerra y Revolucion en Espana 1936-1939*, éd. Progreso, Moscou, 1971, 3 vol., 324, 296 et 280 p. L'ouvrage est précédé de l'avertissement : « Cette œuvre a été élaborée par une commission présidée par Dolorès Ibarruri ».

<sup>2</sup> . Ibidem, ch. VI, *Le gouvernement Largo Caballero*, VI, *Affaires internationales, L'U.R.S.S devant la Non-Intervention*, pp. 105-107.

<sup>3</sup> Ibidem, p. 105.

français de Front populaire, était jugée par beaucoup comme l'unique moyen d'éviter une guerre mondiale et d'empêcher l'aide allemande et italienne à Franco, et enfin que la Non-Intervention était acceptée par le gouvernement républicain espagnol lui-même.

Dans ces conditions, poursuit l'hagiographie du P.C.E., un refus de la proposition française aurait ouvert la porte aux accusations contre l'U.R.S.S. de vouloir intervenir en Espagne, offrant une justification à Hitler et Mussolini, permettant d'isoler l'U.R.S.S. , - qui aurait pu être accusée d' « *intervention* » en Espagne. Il définit ainsi l'attitude de l'U.R.S. S. : « *accepter la Non-Intervention, mais sous forme conditionnelle. C'est-à-dire que l'U.R.S.S. appliquerait la Non-Intervention à condition que l'Allemagne et l'Italie l'appliquent également ; à condition par conséquent que cessent les envois de matériel de guerre de Hitler et Mussolini aux rebelles* » <sup>4</sup>.

Les efforts méritoires des rédacteurs de ce plaidoyer ne peuvent cependant empêcher qu'en apparaissent les deux lacunes rédhibitoires. Comment, dans ces conditions, expliquer que l'U.R.S.S. ait signé l'accord de Non-Intervention sans avoir pour sa part envoyé d'armes à l'Espagne et alors que l'aide italo-allemande se poursuivait sans interruption depuis cinq semaines ? Comment faire croire que l'adhésion à la Non-Intervention était « *conditionnelle* » pour l'U.R.S.S., alors qu'il s'agissait d'un accord général, évidemment conditionnel pour tous : aucune puissance ne songeait à se lier les mains en autorisant les autres à agir à sa guise et une telle interprétation prend ses lecteurs pour des simples d'esprit.

### **La version « historique »**

C'est à l'historien de la diplomatie, le Britannique Jonathan Haslam, que l'on peut emprunter la définition historique de la politique de Non-Intervention de l'U.R.S.S. pendant les premières semaines de la guerre d'Espagne. Soulignant l'absence presque totale de relations entre l'Espagne et l'U.R.S.S., l'absence tant de diplomates que de correspondants soviétiques en Espagne, il assure que les diplomates soviétiques étaient surtout intéressés à démontrer l'intervention italo-allemande et que l'Internationale communiste, reflétant certaines craintes, demeura « *curieusement muette* », la concession à l'opinion soviétique se faisant sous la forme d'une campagne d'aide financière confiée aux syndicats.

Passant en revue différentes réactions de la presse et des autorités soviétiques, M. Haslam écrit pour caractériser la politique de ces dernières :

*« La réaction soviétique à ces événements fut quelque peu ambiguë et confuse, un mélange curieux de réserve formelle et de soutien « officieux » « affiché accompagné de vitupérations contre les puissances fascistes. De toute évidence, Staline n'était pas encore décidé et la confusion ne fit que grandir au fur et à mesure que l'été avançait. »* <sup>5</sup>

Quant aux réactions provoquées, jusque dans la presse soviétique, par la signature de la déclaration de non-intervention par l'U.R.S.S., le 23 août, à la suite des autres puissances, Allemagne et Italie comprises, M. Haslam relève qu'elles allèrent jusqu'à écrire que « *la théorie de la neutralité* » — en

---

<sup>4</sup> Ibidem, p. 106.

<sup>5</sup> Jonathan Haslam, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-1939*, St-Martin's Press, New York, 310 p., 1984, Référence ci-dessus, p. 112.

l'occurrence la Non-Intervention — était « *en fait une retraite générale devant les gouvernements fascistes et leurs partisans dans les divers pays* ». <sup>6</sup>

### **Une situation difficile**

En fait, la situation de l'U.R.S.S. est plutôt rendue difficile par l'explosion de la guerre civile en Espagne, pays auquel sa diplomatie ne s'est guère intéressée jusqu'alors. En fait l'Union soviétique s'est engagée dans une politique de sécurité collective face à l'Allemagne dont elle a enfin réalisé qu'elle la menace directement depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir. Le pacte franco-soviétique a constitué un important pas en avant dans cette voie, mais il a également révélé ses limites avec le très inquiétant résultat des élections françaises et l'avance des socialistes et des communistes qui risque d'inquiéter un gouvernement britannique dont l'inclusion dans le système d'alliance avec la France est la condition sine qua non de son efficacité.

A cet égard, la situation espagnole, avant même l'éclatement de la guerre civile, constitue une menace pour les plans soviétiques. La victoire électorale du Frente popular a créé une situation d'agitation profonde sociale, dans laquelle la droite dénonce l'action des communistes et la main de Moscou et des personnages aussi influents que sir Auckland Geddes, le P.D.G. de la Rio Tinto, conjurent le gouvernement de Londres de faire quelque chose pour préserver en Espagne leurs intérêts « *légitimes* ». La guerre civile, comme en témoignent les rapports des consuls britanniques en Espagne au Foreign Office, a provoqué, du côté républicain, une révolution qui ne peut que répugner profondément au gouvernement conservateur de Londres dont les sympathies « *sociales* » vont évidemment aux militaires soulevés.

Une perspective révolutionnaire en Espagne n'a rien qui puisse réjouir l'Union soviétique. Il semble bien que cette dernière y voie surtout la possibilité d'une croisade anti-révolutionnaire qui permettrait aux puissances fascistes de convaincre la Grande-Bretagne du danger de la révolution et de la tourner de nouveau contre l'Union soviétique. La France, l'unique alliée, serait forcément atteinte par la contagion révolutionnaire et sur tous les plans dans sa capacité de défense. Il faut ajouter que les organisations politiques qui pourraient en Espagne jouer un rôle dans cette révolution présentent pour les dirigeants de l'Union soviétique des aspects profondément inquiétants : il s'agit, bien entendu, de la C.N.T., avec son idéologie libertaire et le contrôle des anarchistes de la F.A., mais aussi et surtout du P.O.U.M. influent en Catalogne et dirigé par d'anciens dirigeants du P.C. dont le prestige d'hommes et de dirigeants est bien supérieur dans les masses à ceux du parti d'aujourd'hui.

Inversement, la victoire des généraux soulevés contre le gouvernement « *républicain* », soutenus par Rome et Berlin, modifierait également la situation de façon très profonde en isolant diplomatiquement la France et en lui créant sur une nouvelle frontière de graves problèmes de sécurité tout en la menaçant dans son domaine maghrébin.

Dans l'immédiat, les clameurs sur l'intervention des Soviétiques en Espagne et le soutien matériel qu'ils accordent aux « *rouges* », pures inventions propagandistes, épouvantent les dirigeants soviétiques parce qu'elles tendent à les présenter pour ce qu'ils ne sont pas, les éléments perturbant l'ordre, le statu quo, déstabilisant les sociétés démocratiques, en aucun cas des alliés convenant à des démocraties parlementaires et des puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne. Probablement convaincu dès le début que l'intérêt général de sa politique extérieure serait d'aider à

---

<sup>6</sup> Le Journal de Moscou, 25 août 1936.

la défaite des alliés de Rome et Berlin en Espagne pour éviter d'affaiblir le précieux allié français, le gouvernement soviétique est surtout anxieux de se disculper des accusations qui vont être formulées contre lui, écran de fumée derrière lequel se déroule l'intervention et l'aide bien réelles, celles-là des gouvernements de Rome et de Berlin.

### **Un évident manque d'intérêt**

Il semble cependant que les dirigeants soviétiques vont mettre un temps exceptionnellement long, non seulement à prendre une décision, mais à s'orienter tout simplement dans cette situation concrète, comme ils en avaient mis à comprendre que l'arrivée d'Hitler au pouvoir constituait pour l'U.R.S.S. une menace directe. Comme l'assurent certains auteurs, soviétiques ou autres, est-ce que cela s'expliquerait par une croyance naïve dans une victoire rapide des forces « républicaines » ? Il est vrai que, pour la presse communiste, les troupes loyales vont de succès en succès, jour après jour, et ne se battent plus que contre les restes épars d'un soulèvement écrasé. Mais ce n'est pas ce genre d'information qui détermine la politique, mais au contraire la politique qui détermine ce choix d'informations.

Il est comique d'entendre invoquer pour « expliquer » la politique soviétique vis-à-vis de l'Espagne l'inexistence de relations diplomatiques entre les deux pays. L'affirmation est absurde car, comme l'histoire l'a prouvé, il ne tenait précisément qu'à l'action de la politique soviétique que cette situation changeât. Certes l'échange d'ambassadeurs prévu en 1933 n'avait pas été réalisé par suite du décès de l'ambassadeur soviétique Lunacharsky, et les dirigeants des gouvernements du bienio negro avaient mis beaucoup de mauvaise volonté à la réalisation d'un échange de représentants. Mais les choses avaient été reprises en 1936 avec le gouvernement de Frente popular entre Litvinov et l'ambassadeur d'Espagne à la S.D.N. Salvador de Madariaga. M. Haslam note sur ce point : « *Même après l'explosion de la guerre civile, les Russes mirent un temps extraordinaire — compte tenu des circonstances — à échanger des ambassadeurs* »<sup>7</sup>. Ils ne s'y résolurent apparemment que lorsqu'il fut évident que la France appliquerait la Non-Intervention et que l'aide soviétique devenait donc une éventualité à étudier mais pour laquelle des relations diplomatiques étaient possibles. La nomination de Marcel Rosenberg, premier secrétaire à Paris comme ambassadeur à Madrid et son voyage épique en avion vers Madrid le 28 août montraient a contrario que les Russes pouvaient aller vite quand ils l'estimaient nécessaire<sup>8</sup>.

Une autre indication est donnée par le manque de curiosité des correspondants des grands journaux soviétiques. Les combats ont commencé dans la péninsule le 18 juillet et ce n'est que le 8 août que le correspondant de la Pravda, Michel Koltsov, arrive en Espagne, 21 jours plus tard<sup>9</sup>. Ilya Ehrenbourg, lui, est à Paris quand éclate la guerre civile et, si l'on en croit ses mémoires, il réclame vainement aux Izvestias un ordre de mission pour aller couvrir les événements d'Espagne, ce à quoi il se serait finalement décidé à une date qu'il n'indique pas, après Koltsov en tout cas, et sans avoir reçu de sa rédaction de réponse à ses questions pressantes<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> Haslam, op. cit., p. 109.

<sup>8</sup> Marcel Rosenberg, nous dit J Haslam avait fait un vol à dresser les cheveux sur la tête (« *hairrising flight* ») entre Paris et Madrid, ibidem, p. 109.

<sup>9</sup> « *Ispanskii Dnevnik* », Novyi Mir, avril 1938, p. 6.

<sup>10</sup> Ilya Ehrenbourg, Lyudi, Gody, Žizn , p. 100.

Faut-il ajouter qu'une autre preuve du désir réel des gouvernants de l'Union soviétique de demeurer à l'écart de la guerre d'Espagne est donnée par le fait que l'Internationale communiste est obstinément muette. Jonathan Haslam a relevé les prises de position : le 21 juillet, le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme ; le 23, le Secours ouvrier international en France, Belgique, Italie : le 25, de nouveau le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme ; des déclarations du P.C. des Etats-Unis, de Pologne, de Grande-Bretagne, le Secours Rouge, lancent des appels à la « *solidarité* ». Le 27 juillet, dans l'Humanité Gabriel Péri parle de la nouvelle frontière que la France doit défendre. Le 1er août le bulletin de presse de l'I.C. consacre enfin un numéro entier à la guerre d'Espagne <sup>11</sup>. L'I.C. s'est-elle enfin mise à jour ? Voire. ...

### **Une politique à double face**

Curieusement, le gouvernement soviétique ne va donner des signes d'intérêt pour une défense concrète de l'Espagne qu'à partir du moment où il s'engage dans les négociations — et il le sait — qui le mènent à la Non-Intervention. Le 3 août, au moment où se met en place à Paris l'ensemble de la procédure, un meeting visiblement organisé au dernier moment réunit Place Rouge plus de 200 000 personnes selon les officiels. Et le jour même, le chargé d'affaires américain Henderson indique qu'il y a des divergences à Moscou entre ceux qui ne veulent pas envoyer d'argent en Espagne, de peur que ce ne soit considéré comme une « *intervention* », et ceux qui pensent que ne pas aider l'Espagne est impossible <sup>12</sup>. Le 4 août, la Pravda titre : « *Pour la défense du peuple espagnol contre les meurtriers et interventionnistes fascistes* ». L'éditorial explique que « *le combat des ouvriers et des paysans espagnols pour une république démocratique [...].I est un combat pour la paix* ». Le 5, le chargé d'affaires français Payart se rend au commissariat aux affaires étrangères pour présenter les propositions françaises de Non-Intervention <sup>13</sup> et l'ambassadeur italien relève que la proposition a été reçue à Moscou « avec un grand soulagement » <sup>14</sup>. La presse annonce le même jour qu'on a déduit douze millions de roubles des salaires des ouvriers soviétiques, à leur demande, pour l'Espagne. Le 9 août, Payart écrit au ministre Delbos que le gouvernement soviétique « *adhère sans réserve* » au dispositif du projet français de déclaration commune et demande seulement que soient supprimées les considérations générales de principe qui ne sont pas à son sens très heureuses et risquent de diviser les signataires <sup>15</sup>. Yvon Delbos le 12 août riposte qu'il a « *vivement apprécié l'empressement que le gouvernement soviétique a mis à adhérer au dispositif de notre proposition* » <sup>16</sup>, Il est vrai que Krestinsky, adjoint de Litvinov, revenu de vacances a assuré à Payart que les Russes ne se faisaient aucune illusion et ne doutaient pas une minute que l'Allemagne et l'Italie allaient continuer jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire la défaite des rebelles, à leur fournir de l'aide.

Simultanément cependant, la clé de l'attitude du gouvernement soviétique est donnée par les déclarations publiques de Litvinov. Le 29 septembre, à l'assemblée générale de la Société des Nations,

---

<sup>11</sup> Inprekorr, 1er août 1936.

<sup>12</sup> *Foreign Relations, US, diplomatic Papers*, 1936, vol. II, Europe Rapport Henderson, 4 août 1936, p. 461.

<sup>13</sup> Documents Diplomatiques Français, Rapport Payart, 6 août 1936, 2e série, t. III., doc. 89.

<sup>14</sup> *Dokumenty Vnesbneï Politiki SSR*, vol. XVI, Krestinsky à Stein (Rome), XVI, doc. 244.

<sup>15</sup> D.D.F. , Rapport Payart, 6 août 1936, doc. 89.

<sup>16</sup> Ibidem, note d'Yvon Delbos, 12 août 1936, doc. 130.

il donne une définition parfaitement conservatrice et même anti révolutionnaire de la politique soviétique à travers ses considérations juridiques sur l'arrière-plan de la guerre espagnole. Contrairement à tous les principes de la politique extérieure soviétique du temps de Lénine — dont plusieurs compagnons viennent d'être exécutés le 24 août à l'issue du procès des seize, le premier procès de Moscou — les considérations juridiques émises par Litvinov constituent une apologie du statu quo intérieur et extérieur dans laquelle le pacifisme de la politique extérieure va jusqu'à légitimer les pires dictatures des pires ennemis de l'Union soviétique. Litvinov déclare :

*« Fidèle au principe que chaque nation a le droit de choisir elle-même son ordre politique et social, le gouvernement soviétique ne fait pas de discrimination entre les États sur leur régime intérieur. »*<sup>17</sup>

Il poursuit en donnant un démenti aux rumeurs qui impliqueraient l'Union soviétique dans une quelconque entreprise antifasciste :

*« Bien qu' 'il considère le national-socialisme et le racisme comme les ennemis mortels de tous les travailleurs, et de la civilisation elle-même, le gouvernement soviétique n'a jamais prêché la croisade contre les pays qui sont la proie de ses doctrines. »*<sup>18</sup>

La position est pourtant à double détente, car, dans le même discours, il essaie de concilier la volonté pacifiste de « neutralité » telle que l'a exprimée le gouvernement français et à laquelle il adhère avec son désir de voir mis en échec les « rebelles » d'Espagne. Il assure :

*« Nous considérons le principe de neutralité comme non applicable à une révolte contre le gouvernement légitime. »*<sup>19</sup>

Et il s'élève contre l'aide italo-allemande aux rebelles dans laquelle il voit une brèche sérieuse aux principes du droit international puisqu'il assure que :

*« (Ce serait) un principe nouveau, lourd de conséquences incalculables selon lequel il serait loisible d'aider ouvertement les émeutiers contre leur gouvernement légitime. »*<sup>20</sup>

On aurait tort de voir dans ces déclarations de simples considérations juridico-diplomatiques destinées à mettre en accusation les gouvernements de Rome et Berlin qui « interviennent « aux côtés d'« émeutiers » contre « un gouvernement légitime ». Il y a également de la part de l'Union soviétique dans les considérations ci-dessus une déclaration de respect des autorités constituées, de condamnation des « révoltes » et « émeutes » contre des autorités « légitimes » au nombre desquelles il compte le gouvernement nazi, qui est d'une portée tout autre. Accusé d'être en Espagne et ailleurs le fourrier et au moins l'allié idéologique de la révolution, le gouvernement soviétique dément solennellement. C'est à la lumière de ces déclarations qu'il faut comprendre la déclaration de l'ambassadeur soviétique Rosenberg au moment de remettre ses lettres de créance au président Azana à qui il assure :

*« J'ai pleinement conscience que le gouvernement de la République espagnole ne souhaite pas imposer ses conceptions politiques et sociales propres aux autres et que ceci coïncide complètement avec les idées de votre gouvernement. »*<sup>21</sup>

---

<sup>17</sup> L 'Humanité, 30 septembre 1936.

<sup>18</sup> Ibidem.

<sup>19</sup> Ibidem.

<sup>20</sup> Ibidem.

<sup>21</sup> Izvestia, 29 août 1936.

En clair, l'Union soviétique est venue aider un « *gouvernement légitime* » et n'a pas la moindre intention subversive : elle tourne résolument le dos à la révolution qui s'est produite dans la zone « *loyaliste* » : toute tentative, quelle qu'elle soit, de remettre en cause le gouvernement « *légitime* » ne pourrait émaner que de « *rebelles* » et d'« *émeutiers* », contre lesquels le principe de « *neutralité* » ne pourrait être invoqué. En se plaçant dans le contexte espagnol en cette fin d'août où elle vient de signer la déclaration de Non-Intervention, l'Union Soviétique se pose donc en force d'ordre et de conservatisme politique et social, en puissance respectable qui cherche, contre les perturbateurs de la paix, à s'assurer la confiance des « *démocraties* » occidentales, consolider l'alliance française et gagner l'alliance britannique.

### **Désaccords à Moscou ?**

La plupart des observateurs étrangers à l'époque ont cependant relevé les résistances rencontrées par cette politique à Moscou même dans les milieux dirigeants dans la période où le résultat en était l'abandon pur et simple, contre les phrases et une aide financière de toute façon insuffisante, des combattants ouvriers et paysans espagnols.

Le lieutenant-colonel Simon, attaché militaire de France à Moscou écrit en date du 13 août :

*« L'attitude que devrait adopter le Comintern en présence des événements d'Espagne serait diversement appréciée par les membres de cette organisation. La fraction modérée à laquelle appartient M. Staline désirerait éviter toute intervention pour ne pas provoquer une réaction de l'Allemagne ou de l'Italie. La fraction extrémiste au contraire estime que l'U.R.S.S. ne saurait rester neutre et qu'elle doit soutenir le gouvernement légal. Les partisans de cette manière de voir seraient accusés de « trotskysme », et on prévoit que leur attitude intransigeante serait susceptible d'entraîner des mesures de répression allant même pour les Russes jusqu'à la déportation. »*<sup>22</sup>

Le 3 septembre, le chargé d'affaires Payart revient sur cette question et va jusqu'à suggérer au ministère des affaires étrangères d'intervenir auprès de la presse pour qu'elle marque un peu de satisfaction à la fraction Staline :

*« L'attitude prise par les dirigeants de Moscou n'est pas aussi naturelle qu'elle peut sembler au premier abord. Ayant servi à l'opposition de point de cristallisation, elle a déterminé au sein du parti bolchevique avant et après qu'elle se fût précisée, de violents remous dont j'ai d'ailleurs senti très nettement les contrecoups au cours de ma négociation. S'inspirant des deux principes de la solidarité européenne et de la coexistence pacifique des peuples, elle représente un succès des idées actuellement constructives de M. Staline, sur les idées opposées. Il me paraît donc bon que notre presse, sans s'engager dans une discussion inopportune des tendances qui s'affrontent ici, fît preuve de compréhension sympathique à l'égard du geste soviétique et ne décourageât pas par son silence la politique positive dont elle constitue une manifestation. »*<sup>23</sup>

Plus tard, les diplomates français reviennent sur les questions pour indiquer ce qui se passe du point de vue des règlements de compte, c'est-à-dire de la liquidation de ce qu'ils appellent, pas au conditionnel, « *l'opposition* » et dont évidemment l'aide à l'Espagne a constitué en août le point de cristallisation. La presse mondiale tout entière avait remarqué l'article de Karl Radek dans les Izvestias

---

<sup>22</sup> d.d.f. , op. cit. , rapport du Lieutenant-colonel Simon, attaché militaire à Moscou, 13 août 1936, p. 208.

<sup>23</sup> Ibidem, Rapport de Payart, 3 septembre 1936, doc., 231.

du 5 août, une dénonciation des fascistes qui intervenaient et l'affirmation que la politique de « neutralité » des Occidentaux était inspirée par la peur de la révolution. Or le nom de Radek est prononcé au cours des « aveux » du procès des Seize où, le 21 août, est annoncée l'ouverture d'une enquête contre lui. Le 2 octobre, M. Payart, à propos de celui qui sera l'un des principaux accusés au deuxième procès de Moscou, écrit à Yvon Delbos :

*« Je tiens de bonne source qu'au cours des discussions dont les affaires d'Espagne ont fourni la matière au sein des milieux dirigeants, Radek s'est prononcé très vigoureusement en faveur de l'intervention et cela moins au nom des intérêts de l'U.R.S.S. qu'au nom des intérêts de la révolution en tant que telle. Une situation s'était créée : il était à ses yeux du devoir des soviets d'en favoriser coûte que coûte le développement. Ce n'est plus sur ce plan que les initiés du Parti communiste russe doivent désormais raisonner, tout au moins lorsqu'ils se trouvent entre eux. »<sup>24</sup>*

Le chargé d'affaires français commente dans la même note la signification de l'arrestation de Radek qui a été rendue publique : il y voit la preuve de « la vigueur inflexible » de « ne se laisser arrêter par rien dans sa volonté d'extirper l'opposition renaissante ».

Un peu plus tard, le 16 novembre, c'est l'ambassadeur de France, M. Coulondre, qui cite une phrase prononcée par Litvinov :

*« Ni moi, ni mes collègues, ni M. Staline ne faisons tout ce que nous voulons, contrairement à ce qu'on croit à Paris. »*

L'ambassadeur commente :

*« Cette phrase demande à être soulignée car ici le nom de Staline n'est jamais mis en avant à la légère. Elle peut comporter une part de vérité et traduire le malaise qu'a créé ici et dans les milieux communistes de l'étranger le procès Kamenev-Zinoviev. »<sup>25</sup>*

Le diplomate français touche à un point névralgique : le lien entre la guerre d'Espagne et le procès qui marque le début de l'extermination des compagnons de Lénine et principaux acteurs de la Révolution d'Octobre. La « non-intervention » et les lourdes défaites des milices en rase campagne se produisent au moment où l'on couvre de boue les vieux bolcheviks à Moscou avant de les abattre dans les caves de la Loubianka. Le premier, à ma connaissance, à avoir établi un tel lien, est l'historien américain Stephen Cohen qui écrit à propos de l'été 1936 dans sa biographie de Boukharine :

*« Les membres du Politburo qui se sont opposés à la terreur, dont Ordjonikidzé, probablement soutenu par le groupe ukrainien où l'on retrouve Kossior, Tchoubar et Pavel Postychev, tentent pour la dernière fois de résister. Il semble qu'ils n'aient pas protesté contre le procès de Zinoviev et Kamenev, déjà condamné deux fois à des peines de prison, parce que Staline leur avait promis que les accusés ne seraient pas exécutés. Quand ils s'aperçoivent qu'ils ont été trahis, ils décident de tenter de sauver Boukharine et Rykov qui sont par ailleurs les figures politiques de loin les plus populaires et les plus importantes. Fin août et début septembre se tiennent un certain nombre de réunions au plus haut niveau [...] : ils réussissent à y faire passer un certain nombre de décisions importantes : l'intervention soviétique en Espagne est approuvée et les poursuites contre Boukharine et Rykov abandonnées. »<sup>26</sup>*

---

<sup>24</sup> Ibidem, Rapport de Payart, 2 octobre 1936, doc. 234.

<sup>25</sup> Ibidem, Rapport de l'ambassadeur Coulondre, 16 novembre 1936, doc. 497.

<sup>26</sup> Stephen Cohen, Boukharine, pp. 444-445.



Selon une telle interprétation, l'« *opposition* » révélée par les diplomates français qui s'était « *cristallisée* » sur la question de l'Espagne aurait été identique à celle qui se dressait en U.R.S.S. contre l'aggravation de la Terreur et allait encore coûter la vie à bien d'autres vieux bolcheviks. Ce n'est pas le lieu de régler cette question qui reste posée aux historiens.

### **Le « tournant » vers l'intervention secrète**

Il n'est pas question ici de prolonger dans le cadre d'un tel rapport l'étude de l'intervention russe sous ses formes diverses qui a fait l'objet d'ouvrages documentés et demeure encore fortement controversée. Notre intention est seulement d'indiquer la façon dont s'est opéré le tournant à une date qui reste encore à déterminer — même si l'on ne peut suivre Krivitsky qui situe la décision d'intervenir au moment même de l'adoption du décret interdisant la vente d'armes.

Un premier pas est franchi avec l'envoi de vivres et de secours matériels correspondant à la collecte financière en même temps que le gouvernement soviétique affirme respecter l'accord de non-intervention. La physionomie du tournant peut être saisie à travers cet article de l'Humanité commentant, le 22, le départ d'Odessa d'un premier bateau chargé de vivres :

*« Un bâtiment de vivres est parti avant-hier d'Odessa pour l'Espagne. D'autres partiront. Et les fascistes commencent à lancer des mensonges criminels sur « 47 avions soviétiques qu'auraient reçu les Rouges ». On y ajoute même 70 000 fusils d'origine russe. L' inanité de ces assertions fascistes ressort du fait même que l'on a tenté de se servir de l'adhésion loyale de l'U.R.S.S. à l'embargo sur les armes et le matériel de guerre pour attaquer les communistes et ouvriers français qui réclament la levée du blocus. »*

Les sources soviétiques et prosoviétiques assurent que les premières armes furent livrées à la demande du gouvernement espagnol de Largo Caballero ce qui rendit nécessaire de reporter la décision à la formation de ce gouvernement, le 14 septembre. La chute de Saint-Sébastien, le 13, avait montré sous les yeux du monde entier à travers ses correspondants, que les miliciens étaient cruellement démunis de munitions. Le 17 septembre, on rend public le fait que Dimitrov a insisté sur la nécessité de mesures d'aide concrète à l'Espagne.

Mais en même temps, l'Union soviétique, qui était entrée à Londres dans le Comité de non-intervention, se lançait dans une campagne — apparemment fort mal documentée et dénotant de grosses lacunes d'information — de dénonciation de l'aide italo-allemande aux forces de Franco. Son porte-parole dans cette campagne, le conseiller d'ambassade à Londres Samuel Cahan ne se contente pas de revendiquer une « *non-intervention efficace* » comme quand il exige l'envoi d'une commission à la frontière hispano-portugaise. Il menace, déclarant notamment le 7 octobre, au nom de son gouvernement, que, « *si les violations de l'accord de non-intervention ne cessent pas tout de suite, le gouvernement soviétique se considèrera comme libéré des obligations qui en découlent* »<sup>27</sup>. Le 12 octobre, il monte d'un cran et assure que non seulement l'accord n'atteint pas son objectif, mais encore « *qu'il sert de couverture pour les rebelles contre le gouvernement légitime* ». Finalement, c'est Maisky, l'ambassadeur, qui révèle la politique de l'U.R.S.S., incontestablement nouvelle, dans une déclaration lue au comité de Londres le 23 octobre. Il réclame, compte tenu de la situation réelle de donner au gouvernement espagnol le droit et la responsabilité d'acheter des armes :

---

<sup>27</sup> *Guerra y Revolucion*, p. 108

« Le gouvernement soviétique [...] se voit dans la nécessité de déclarer qu'aujourd'hui, en rapport avec sa note du 7 octobre, il ne peut se considérer comme lié par l'accord de non-intervention dans une plus large mesure que l'un quelconque des autres signataires de cet accord. »<sup>28</sup>

Le 28 octobre, des tanks russes arrivaient devant Madrid. Laissons ici la parole à un spécialiste de l'histoire diplomatique. Après avoir rappelé que l'aide russe permit sans aucun doute la défense victorieuse de Madrid à l'entrée de l'hiver 1936-37, Max Beloff poursuit :

« Le personnel militaire russe fut toujours numériquement limité. L'évaluation maximale de Krivitsky est de 2 000 ; Fischer assure qu'il n'y eu jamais plus de 700 Russes en Espagne au même moment. Après les premiers mois de la guerre, l'aspect le plus important de l'aide soviétique fut le fait que les agents du Comintern purent aider à l'achat d'armes — avec des fonds espagnols. Ces armes n'étaient pas en majorité fabriquées en Russie, mais achetées dans différentes parties de l'Europe et de l'Amérique, suivant les occasions. La principale difficulté tout au long fut plutôt le transport que l'achat ou le financement. Les Russes étaient garantis contre les pertes financières par le dépôt à Moscou au début de novembre 1936, d'une partie importante de la réserve d'or de la Banque d'Espagne, »<sup>29</sup>

Beaucoup d'autres travaux ont maintenant montré comment l'Union soviétique utilisa son « intervention » à des fins politiques propres et notamment à contenir en Espagne cette « révolution » qu'elle redoutait avant tout et cette « alliance avec les démocraties » qu'elle souhaitait comme l'avait démontré la période de « non-intervention », et, de ce point de vue, il n'y a pas de solution de continuité. Nous nous en tiendrons donc là, en rappelant cependant que la démonstration que nous avons faite concernant l'importance de la « non-intervention » soviétique devrait aider à relativiser l'importance de son « intervention » : l'une comme l'autre n'étaient pas une fin en soi, mais seulement un aspect d'une « ligne générale » qui ne se souciait guère finalement du sort des ouvriers et paysans espagnols dont la presse des P.C. disait qu'il s'agissait de les défendre. C'est peut-être là que l'on trouve l'explication du « massacre des Espagnols », de l'extermination à Moscou, à partir de 1937, du gros des hommes qui s'identifièrent sur le champ de bataille ou au premier plan de la scène politique avec cette intervention, les diplomates Rosenberg comme Antonov-Ovseenko, les militaires Berzine, Goriev, Stern et tant d'autres, rappelés à Moscou pour y être abattus.

Mais il semble que l'on ait particulièrement sous-estimé l'influence de cette « non-intervention soviétique » sur le sort des armes. C'est dans cette période que tombent, successivement Badajoz — ce qui permet l'unification de la « zone » franquiste, Irun et Saint-Sébastien — ce qui va séparer l'îlot républicain du Nord de la frontière française. C'est aussi dans cette période que se produisent les épouvantables paniques des milices, dont les combattants ne savent ni se battre ni surtout se protéger et s'enfuient dans un désordre innommable et qui est un terrible facteur de démoralisation supplémentaire pour les autres unités. C'est dans cette période que les victoires comme celle de la Sierra coûtent un prix exorbitant en vies humaines et hypothèquent l'avenir dans la mesure où la plupart des chefs militaires professionnels et militants sont tués au combat. Dans cette période décisive, les combattants de la « République » manquent de tout : les derniers miliciens qui franchissent la frontière française devant Irun montrent leurs cartouchières vides et l'on sait que les défenseurs de la citadelle, faute de munitions et d'explosifs, ont fait finalement rouler des rochers sur les assaillants. Dans le même temps, des dizaines de milliers de cartouches attendaient à Barcelone l'avion qui emporterait au moins une partie dans la région d'Irun. L'attaché militaire français à Madrid,

---

<sup>28</sup> Ibidem p. 109.

<sup>29</sup> Max Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia*, vol. II, p. 33.

le colonel Mord, avait, en juillet, constaté que les combattants de la république savaient pourquoi ils se battaient et avaient l'éclatante supériorité du moral. Le 14 octobre, il constate que la situation a été complètement retournée, que les milices, armées seulement de fusils, presque sans artillerie, maintenant persuadées qu'elles sont incapables de tenir tête aux moyens techniques de l'ennemi, lâchent pied presque partout avant le choc. Et il ajoute cette remarque capitale pour la Non-intervention et sa signification historique, que les rebelles ont « *plus de moyens matériels (chars, armes automatiques, avions) que de troupes,* »<sup>30</sup>. Ces remarques sont confirmées notamment par les observateurs allemands.

Comment ne pas comprendre les « *hésitations* » perçues au Kremlin par M. Henderson et la crainte « *d'être critiqués par des forces mondiales du mouvement révolutionnaire plus militantes pour avoir accepté de ne pas aider matériellement un gouvernement ami de gauche face à une révolution (sic) réactionnaire* » ?<sup>31</sup> Le même Henderson cite le diplomate Aleksei Fedorovitch Neytmn qui lui assure :

*« Je peux vous assurer que le gouvernement soviétique a pris grand soin de s'abstenir de toute action qui aurait pu être considérée comme une interférence dans les affaires espagnoles : aucun armement soviétique et aucun autre équipement militaire n'a été acheminé et aucun bateau soviétique n'a joué de rôle direct ou indirect »*<sup>32</sup>.

Il n'est pas permis d'en douter. Dans le meilleur des cas — c'est-à-dire s'il ne souhaitait pas la défaite de la révolution espagnole et de ses miliciens — le Kremlin était parfaitement indifférent à leur sort : la preuve irréfutable en est dans le contenu des aveux exigés alors des accusés du premier procès de Moscou où l'Espagne n'est pas mentionnée, car on ne peut songer à accuser Zinoviev et ses camarades de « *poignarder dans le dos* » des combattants qu'on ignore.

Le tournant de Staline vis-à-vis de l'Espagne ne se produit que trop tard, non seulement par rapport à la victoire militaire dont l'aide soviétique n'a jamais apporté les conditions, mais par rapport à la révolution, effectivement suffisamment saignée par les victoires franquistes pour que Staline puisse prendre l'initiative en Espagne « *républicaine* », se faire payer son aide, et se débarrasser d'une autre série de critiques et d'adversaires intérieurs.

Décidément la non-intervention soviétique en Espagne mérite de sortir de l'oubli.

---

<sup>30</sup>Les deux rapports en question du lieutenant-colonel Mord sont reproduits dans D. D. F. , la référence du dernier, daté du 14 octobre, est doc. 350, p. 527.

<sup>31</sup> Foreign Relations, op. cit. , rapport Henderson du 29 août 1936, p. 515.

<sup>32</sup> Ibidem, compte rendu d'entretien Henderson-F.A. Neyman, 31 juillet 1936, pp. 452-453.